

## 6/2016 Actualité internationale

Synthèse de l'actualité internationale de juin 2016

vendredi 1er juillet 2016, par [Axelle DEGANS](#)

**Citer cet article / To cite this version :**

[Axelle DEGANS](#), **6/2016 Actualité internationale**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 1er juillet 2016.

**Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.**

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse [expertise.geopolitique@gmail.com](mailto:expertise.geopolitique@gmail.com).

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

**Que retenir de juin 2016 ? Voici une synthèse de l'actualité internationale de juin 2016 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique.**

### **La situation reste tendue au Moyen-Orient**

En ce mois de juin 2016, les tensions sont très vives [au Bahreïn](#) où la population à majorité chiite est dirigée par une dynastie sunnite. La décision de durcir la peine d'un leader de l'opposition chiite, Nabil Rajab, les alimente. Bahreïn semble vouloir interdire purement et simplement l'opposition chiite.

[Au Yémen](#), des attentats ont fait une quarantaine de morts à Moukalla (Hadramout), fief d'Al Qaida. Ils ont été revendiqués par Daech. Les raids aériens de la coalition arabe sous commandement saoudien menés dans la province de Taëz ont fait plus de 80 morts, ils visent les rebelles houtistes, mais les erreurs (civils, militaires yéménites) sont nombreuses.

En Irak, la ville de Fallouja aux mains de Daech depuis janvier 2014 a été reprise par l'armée irakienne.

En Libye, l'armée encerme désormais la ville de Syrte aux mains de Daech, les combats sont acharnés, les voitures piégées explosent.

### **Les attentats et la pression islamiste continuent**

[Istanbul](#) est de nouveau le théâtre de plusieurs attentats - 4 depuis janvier 2016. Après celui de début juin et la mort d'une dizaine de personnes, celui du 28 juin 2016 a un bilan est bien plus lourd (une quarantaine de morts et plus de 200 blessés). En visant l'aéroport Atatürk, les terroristes attaquent le symbole d'un pays ouvert sur le tourisme international. Le président Erdogan y trouve légitimation de la politique plus répressive.

Au Niger, [Boko Haram](#) a pris possession d'une petite ville du sud-est du pays - Bosso - provoquant le déplacement de quelque 50 000 personnes.

Les Etats-Unis font de nouveau face à un attentat de nature islamiste. Un terroriste a ouvert le feu à l'arme automatique dans une boîte gay à Orlando (Floride) provoquant la mort de 49 personnes. Les Américains sont sous le choc.

### **Partir ou rester...**

La campagne électorale autour du referendum a été des plus virulentes, allant même jusqu'à l'assassinat, pour ses idées politiques, de la députée Jo Cox favorable au « in ». Cette campagne a donné tribune aux partisans du [Brexit](#) qui ont pu détailler leurs arguments sur la place publique. Leurs principaux arguments concernent la politique migratoire (mieux contrôler le nombre de personnes arrivant d'Europe de l'Est en adoptant le système australien

plus sélectif et restrictif), les dépenses liées aux contributions à l'Union européenne et le retour à davantage de souveraineté. Les tenants du « in » arguent que le Brexit serait un saut dans l'inconnu qui coûterait très cher aux Britanniques dont l'économie est très liée à celle de l'Union européenne, la City est contre le Brexit. Au-delà des arguments populistes et fallacieux de part et d'autre, un clivage se révèle au grand jour entre ceux qui se perçoivent comme les « perdants » de l'évolution socio-économique récente - plutôt les gens modestes - et les « gagnants » mieux lotis financièrement. Il n'est pas sans rappeler les fractures qui existent en Europe et que chaque élection révèle cruellement. Il en est de même aux Etats-Unis où Donald Trump se pose en candidat anti-système, et donc anti-Clinton. En Europe, la demande d'un retour des frontières et de davantage de souveraineté se fait sur fond de crise migratoire majeure conjuguée avec une situation économique atone offrant un avenir anxiogène. Donald Tusk, président du Conseil européen, craint qu'un Brexit « *puisse non seulement marquer le début de la destruction de l'UE mais aussi de la civilisation occidentale* ».

Les Britanniques ne veulent pas d'une Europe supranationale, et ils ne sont pas les seuls.



### **Le Royaume-Uni vers le grand large...**

[Le referendum du 23 juin 2016](#) au Royaume-Uni a déplacé 72% des électeurs, il est donc représentatif ; près de 52% des votants se sont prononcés pour le « *leave* », à la surprise des sondages. Il est encore trop tôt pour mesurer l'ampleur des conséquences. Le premier ministre David Cameron restera désormais comme celui qui a fait sortir le royaume de sa majesté de l'Europe communautaire, alors qu'il a organisé ce referendum en militant pour le « in » ; une dramatique erreur politique. Il a annoncé sa prochaine démission, qui sera probablement effective à la rentrée.

Le Brexit est un saut dans l'inconnu. Il ne sera pas opérationnel en quelques semaines ni même quelques mois tant le Royaume-Uni est partie intégrante de l'Union européenne. Il faut redéfinir tous les liens - économiques, politiques, juridiques - entre Londres et l'Union, une tâche ardue. Si Londres a intérêt à avoir un statut de pays associé comme entre autres les membres de l'ancienne AELE - Norvège, Suisse - l'intérêt de l'Union n'est peut-être pas le même sous peine d'alimenter des désirs similaires en son sein (Frexit, Danexit ?).

Au niveau économique, le Brexit a provoqué une chute spectaculaire des marchés financiers - y compris la City contre le Brexit - une chute de la livre sterling qui a retrouvé sa valeur du milieu des années 1980. Le flou est immense. Certaines grandes entreprises - comme Airbus - pourraient être amenées à revoir leur plan d'investissement au détriment du Royaume-Uni,

mais rien n'est acquis et il ne faut pas céder à un climat anxieux qui fait craindre à de nombreux britanniques une récession.

Au niveau politique, D. Cameron n'est pas pressé de lancer le Brexit, mais le dernier sommet de Berlin le presse de quitter l'Union, il a quitté le conseil européen qui se réunit désormais à 27. L'Ecosse, europhile, fait pression auprès de Bruxelles pour rester au sein de l'Union, et veut organiser un nouveau référendum pour quitter le Royaume-Uni. Si Bruxelles le permet cela risque de faire éclater les Etats-nations d'Europe, Espagne en premier lieu avec une Catalogne qui menace de quitter le giron espagnol, et renforcer les forces centrifuges au sein du continent. Il est loin d'être sûr que ce soit ce que les populations attendent de l'Europe... Les partis britanniques travailliste et conservateur sont en pleine crise. Xavier Bertrand, à la tête des Hauts de France, demande au président français de dénoncer les accords du Touquet (2003) qui fixent la frontière franco-britannique à Calais.

A un niveau géopolitique, le Royaume-Uni est l'une des grandes diplomates européennes, avec la France. Les deux seules vraies armées en Europe sont l'armée française et l'armée britannique, le Brexit impose une redéfinition de la défense européenne. Cependant, le Royaume-Uni reste dans l'OTAN.

### **Toujours plus de libéralisation ?**

En pleine négociation des accords transatlantiques entre les deux rives de l'Atlantique Nord, se déroule une autre négociation, bien moins médiatisée, pour libéraliser les échanges de services : le TiSA ou *Trade in Service Agreement*. Cet Accord sur le commerce des services (ACS), initiative des Etats-Unis, doit permettre aux entreprises de fournir leurs services à des pays tiers, quand on sait que le tertiaire représente souvent plus de 75% du PIB des pays développés on mesure mieux l'ampleur de enjeux. L'Union européenne négocie avec la Suisse, la Norvège, l'Islande, le Liechtenstein, le Canada, les Etats-Unis, le Mexique, le Costa Rica, Panama, la Colombie, le Pérou, le Chili, la Turquie, Israël, Maurice, le Pakistan, Hong Kong, Taiwan, la Corée du Sud, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Le champ des négociations couvre tous les services à l'exception de ceux qui relèvent de la compétence régalienne (défense, police et justice) et du trafic aérien. Il est donc immense, ce qui rend encore plus étonnant le silence assourdissant qui accompagne ces négociations, les parlementaires des différents pays européens n'ont pas accès aux textes des négociations alors qu'ils représentent les citoyens de leur pays respectifs. Les Européens ne sont pas prêts à négocier trop en avant sur le domaine culturel... ce qui en dit long pour le reste. Certains estiment que c'est une formidable opportunité à saisir pour un pays comme la France qui est le 5ème exportateur mondial de services, d'autres s'inquiètent pour les services publics.

### **Des géants industriels allemands malmenés**

Volkswagen convaincu d'avoir triché sur les émissions polluantes de ses voitures diesel, après être devenu premier constructeur mondial, vient d'être condamné aux Etats-Unis à payer une amende de près de 15 milliards de dollars. Cette amende record n'éteint pas pour autant les poursuites judiciaires menées par la DoJ américaine, particulièrement sévère avec la firme

allemande.

L'entreprise Kuka, pépite allemande spécialisée dans la fabrication de robots industriels, est rachetée par le chinois Midea. Ce symbole du *made in Germany* dans un de ses domaines de prédilection - les machines-outils - est racheté à la hauteur de 30% par son actionnaire chinois qui s'est engagé à maintenir jusque 2023 en Allemagne le siège social et des sites de production.

### **L'Europe face à ses contradictions...**

Suite à l'accord négocié par Angela Merkel le 18 mars 2016, [l'Union](#) a délégué en partie la gestion de la crise migratoire à son partenaire turc dont le président a pris [un virage autoritaire bien loin des standards européens](#). Il est vrai que la Grèce est depuis ce printemps moins sous pression migratoire, mais Ankara fait du chantage à Bruxelles réclamant désormais 6 milliards d'euros pour retenir les migrants, la fin des visas pour l'entrée des Turcs dans l'Union, une relance du processus d'adhésion. Le président Erdogan déclarant « *l'Union européenne a plus besoin de la Turquie que la Turquie n'a besoin de l'Union européenne* », au lendemain du Brexit il affirme vouloir organiser un référendum sur le processus d'adhésion à l'Union.

La justice européenne a donné raison à Londres dans sa volonté de restreindre les aides sociales à destination des immigrés venus d'UE. Cette décision va dans le sens de ce que l'Allemagne avait déjà mis en place pour lutter contre le « tourisme social ».

Bruxelles fait preuve de clémence face aux déficits français, et aujourd'hui portugais et espagnol. Le fait de ne pas sanctionner leur dérive budgétaire est condamnée par certains membres de l'Euroland comme les Pays-Bas, et plus généralement les pays d'Europe du Nord, qui y voient une grave remise en cause des fondements de Pacte de stabilité.

Dès l'année 2017 quatre bataillons supplémentaires de [l'OTAN](#) seront basés en Pologne et sur le territoire des pays baltes, face à la Russie, ce qui est mal perçu [à Moscou](#) comme d'ailleurs le déploiement d'un bouclier anti-missile en Pologne et en Roumanie. L'Europe de la défense reste sous l'égide de Washington. Depuis l'engagement du Brexit, cela semble plus vrai que jamais.

### **Le sort des urnes...**

En Autriche les résultats des élections présidentielles qui ont opposé le candidat vert Alexander Van der Bellen - sorti gagnant du scrutin - à Heinz-Christian Strache, leader du FPÖ. Ce dernier conteste le scrutin très serré et demande un recomptage des votes.

Les Suisses se sont prononcés massivement contre un revenu universel de 2260 euros (2500 francs suisses) par mois proposé pour réduire la pauvreté. Il aurait été financé par une élévation sensible de la TVA et une taxe prélevée sur les salaires, la différence entre les « petits salaires » et ceux qui ne travaillent pas aurait été faible.

En Italie, le parti de Matteo Renzi, actuel chef du gouvernement, a essuyé une sévère défaite aux élections municipales, au profit du Mouvement 5 étoiles (M5S) fondé par Beppe Grillo. La jeune Virginia Raggi -quasi inconnue jusqu'à cette élection - vient de ravir la mairie de Rome, la ville de Turin est aussi gagnée par le M5S. Ces élections témoignent du rejet des partis traditionnels par les citoyens italiens.

En Islande l'universitaire Gudni Johannesson (48 ans), sans étiquette politique, a remporté les élections présidentielles avec plus de 39% des votes exprimés.

Au Pérou, le candidat de centre-droit Pedro Kuczynski a remporté l'élection présidentielle face à Keiko Fujimori pourtant favorite dans les sondages. Cet ancien banquier de Wall Street ne bénéficie ni d'une large victoire ni d'un parlement qui lui est acquis. Le Pérou souffre de la décrue du cours des matières premières après une « décennie dorée » entre 2003 et 2013. Le nouveau président aura fort à faire pour relancer l'économie péruvienne.

### **Afrique entre espoir et désespoir**

Hissène Habré a été condamné, par le tribunal de Dakar, à la prison à vie pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre ; quelques 40 000 personnes auraient été victimes de la répression qu'il a organisée durant son règne au Tchad.

Au Sud-Soudan, les combats ont repris dans la partie occidentale de ce jeune pays né en 2011, ils ont fait plus de 40 victimes. L'accord mettant fin à la guerre civile - débutée en 2013 - est des plus fragiles.

### **Le temps des prouesses**

La région Ile-de-France a déposé, l'année passée, plus de 7000 brevets à l'Office européen de brevets ce qui la classe en première position devant la Bavière. [C'est donc une région française qui est la plus innovante d'Europe, ce qui permet à la France de se classer à la 4ème place mondiale.](#)

Le projet pharaonique de l'élargissement du canal de Panama vient de s'achever. Commencé en 2007, il aura coûté près de 4 milliards de dollars et est équipé de gigantesques écluses de 427 mètres de long pour 55 mètres de large et 183 mètres de tirant d'eau. Il pourra désormais faire passer des « neo panamax » de 14 000 EVP (équivalent vingt pieds, soit un conteneur) ce qui révolutionnera les échanges entre l'Asie et la côte Est des Etats-Unis en faisant baisser les coûts de transport de près d'un tiers grâce à 15 jours de mer en moins entre New York et Shanghai. Une partie non -négligeable du commerce mondial transite par le canal de Panama : autour de 5% des conteneurs et des produits chimiques mais plus de 10% du blé. Les autorités panaméennes espèrent capter une part plus importante du commerce mondial avec l'élargissement du canal.

L'avion solaire Sola Impulse 2 a réussi sa traversée de l'Atlantique en un peu plus de 71 heures, uniquement grâce à l'énergie solaire.

**Plus**

**[Point d'actualité internationale de juillet-août 2016](#)**

**[Les synthèses annuelles des Actualités internationales](#)**

**[Point d'actualité internationale de mai 2016](#)**

---

**P.-S.**

Professeure de chaire supérieure au lycée Faidherbe (Lille) où elle enseigne la géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales. Membre du laboratoire HABITER (EA 2076) de l'Université Reims Champagne-Ardenne. Elle est notamment co-auteure chez Ellipses de *Histoire, Géographie, Géopolitique. Concours d'entrée aux grandes écoles*, Coll. Atout concours, Paris, 2015 ; et *Un monde multipolaire. Géopolitique et géoéconomie*, Coll. CQFD, Paris, 2014.